



# ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

**N° 2025-30**

### Acheteur

---

**Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse**

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

### Représentant de l'Acheteur

---

Monsieur le Directeur Général

### Objet de l'accord-cadre

---

**Tierce Maintenance du parc Applicatif et de la plateforme GED de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse**

# Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	5
<b>2. Délais d'exécution .....</b>	<b>5</b>
2.1 Déclenchement des prestations et point de départ du délai d'exécution .....	5
2.2 Prolongation du délai d'exécution .....	5
2.3 Suspension et reprise de l'exécution .....	6
2.4 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	6
2.5 Traitement des données .....	6
2.6 Modification de l'accord-cadre .....	8
2.7 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	9
<b>3. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>9</b>
<b>4. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>9</b>
<b>5. Prix – Variation des prix.....</b>	<b>10</b>
5.1 Contenu des prix .....	10
5.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre .....	10
5.3 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre .....	10
5.4 Variation des prix.....	11
<b>6. Avance .....</b>	<b>11</b>
6.1 Modalités de règlement de l'avance.....	11
6.2 Modalités de résorption de l'avance.....	12
<b>7. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>12</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	12
7.2 Délais de paiement.....	14
7.3 Intérêts moratoires.....	14
7.4 Règlement en cas de groupements d'opérateurs économiques.....	14
<b>8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>14</b>
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	14
8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	14
8.3 Installation et mise en ordre de marche .....	14
8.4 Vérifications quantitatives .....	15
8.5 Vérifications qualitatives .....	15

8.6	Modification de l'accord-cadre .....	15
8.7	Prestations supplémentaires ou modificatives .....	15
<b>9.</b>	<b>Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>16</b>
9.1	Décisions après vérifications .....	16
<b>10.</b>	<b>Admission, ajournement, réfaction et rejet .....</b>	<b>16</b>
<b>11.</b>	<b>Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles .....</b>	<b>16</b>
<b>12.</b>	<b>Garanties .....</b>	<b>16</b>
12.1	Garantie contre les tiers .....	16
12.2	Garantie de remise en état ou de remplacement.....	16
12.3	Prolongation du délai de garantie .....	16
12.4	Garanties particulières.....	17
12.5	Destruction des données.....	17
<b>13.</b>	<b>Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats .....</b>	<b>17</b>
13.1	Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	17
13.2	Régime des résultats.....	17
<b>14.</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>18</b>
14.1	Pénalités pour retard .....	18
14.2	Pénalités pour indisponibilité .....	18
14.3	Pénalité pour non-respect des délais pour les prestations unitaires .....	19
14.4	Pénalité pour non-respect des délais de résolution d'anomalies.....	19
14.5	Pénalité pour non-respect des délais de remise de documents .....	19
14.6	Pénalités pour non-qualité .....	19
14.7	Pénalités pour non-remplacement des personnes désignées en cours d'exécution du marché .....	19
	Recouvrement des pénalités .....	20
<b>15.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>20</b>
<b>16.</b>	<b>Différends.....</b>	<b>20</b>
<b>17.</b>	<b>Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>20</b>
<b>18.</b>	<b>Résiliation .....</b>	<b>21</b>
18.1	Résiliation pour faute.....	21
18.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
<b>19.</b>	<b>Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>21</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la Tierce Maintenance du parc Applicatif et de la plate-forme GED de l'agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse. Ce marché comprend :

- L'évolution et la mise en œuvre de la plateforme GED de l'agence (solution NUXEO),
- Le développement potentiel d'applications GED et de numérisation (solution KOFAX) en liaison avec le parc applicatif Métier,
- la maintenance corrective et évolutive des solutions mises en place.

## 1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Le présent accord-cadre est un marché ordinaire pour les prestations à prix forfaitaires (**forfaits F1 et F2**) et un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum fixé en valeur pour les prestations à prix unitaires (**UO 1a à UO 22**), conclu avec un seul opérateur économique, qui s'exécute par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu à prix mixtes.

## 1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
  - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
  - Les conditions particulières d'exécution
  - Les conditions particulières de livraison et d'admission
  - Les délais de livraison
  - Le lieu de livraison
  - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG TIC.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois après cette date.

## 1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre de l'acte d'engagement*.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG TIC, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

## 2. Délais d'exécution

### 2.1 Déclenchement des prestations et point de départ du délai d'exécution

Le délai d'exécution de la prestation de prise de connaissance (F1) est de 1 mois à compter de la date de démarrage des prestations du marché. Il comprend la réalisation de la 1ère version validée par l'Agence du PAQ du marché.

Le cas échéant, la prestation de transfert de compétences (UO22) s'effectuera dans un délai d'un mois à compter de la date indiquée dans la commande.

Le forfait de maintenance corrective (F2) débute au démarrage des prestations du marché.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront prévoir un délai d'exécution excédant de plus de 3 mois la durée de validité du marché.

Les documents préparatoires des réunions, rédigés par le titulaire, sont remis à l'Agence au plus tard **3 jours ouvrés** avant la tenue de la réunion. Les comptes rendus des réunions, rédigés par le titulaire, sont diffusés au plus tard **3 jours ouvrés** après la tenue de la réunion.

Le non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités conformément à l'article 14 du présent CCAP (Pénalités).

### 2.2 Prolongation du délai d'exécution

Toutes les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-TIC qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées par le présent article sont applicables au présent marché.

Le titulaire est tenu de réaliser les prestations selon les conditions et délais fixés dans le CCTP, et conformément aux engagements pris dans son offre.

Si les délais ne peuvent être respectés du fait de l'Acheteur ou d'un événement extérieur aux parties, le titulaire doit, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-TIC dès qu'il en a connaissance, avertir le l'Acheteur par courriel (à l'adresse du référent de l'Acheteur communiquée au démarrage du marché), suivi d'une confirmation par lettre recommandée avec avis de réception. Le courriel et la lettre recommandée indiquent expressément la durée de prolongation du délai d'exécution demandée.

L'Acheteur notifie au titulaire, par ordre de service, sa décision relative à la demande de prolongation du délai d'exécution.

La décision du l'Acheteur de prolonger la durée d'exécution n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

Aucune demande de prolongation de durée d'exécution ne peut être présentée par le titulaire après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation. En cas de dépassement

des délais et si le titulaire n'a pas émis de remarque, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Aucune prolongation de délai d'exécution ne peut avoir pour effet de prolonger la durée de validité du marché.

### 2.3 Suspension et reprise de l'exécution

Le titulaire est tenu de réaliser les prestations selon les conditions et délais fixés dans le CCTP, et conformément aux engagements pris dans son offre.

Si les délais ne peuvent être respectés du fait du l'Acheteur ou d'un événement extérieur aux parties, **et sous réserve que la durée de prolongation de l'exécution nécessaire ne puisse être déterminée dans l'immédiat avec certitude** (dans le cas contraire, application des dispositions de l'article 3 du présent CCAP) l'Acheteur peut enjoindre au titulaire – par ordre de service - de suspendre l'exécution des prestations, pour un délai ne pouvant excéder 25% de la durée initiale de validité du marché, et sous réserve que cette durée ne soit pas expirée.

Lorsque les causes ayant fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel sont levées, l'Acheteur enjoint au titulaire – par ordre de service – de reprendre l'exécution des prestations.

La décision de l'Acheteur de suspendre l'exécution des prestations n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

### 2.4 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG TIC.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

### 2.5 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Dans le cadre du marché, titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du maître d'ouvrage.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement du maître d'ouvrage (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer.

Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données ».

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le maître d'œuvre (titulaire ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données de l'Agence de l'Eau :

- Par mail : [contact.rgpd@eaurmc.fr](mailto:contact.rgpd@eaurmc.fr)

- Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) :  
Délégation à la protection des données, Agence de Rhône Méditerranée Corse, 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07.

Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

- Indiquer l'objet : Accès aux bases de données contenant des données nominatives (notamment Saisines par voie électronique, inscriptions et contacts sur les sites institutionnels et des colloques, partenaires des espaces de travail collaboratif).  
lister les traitements : diagnostiquer les anomalies, installation à distance.
- La nature des opérations réalisées sur les données  
Automatisée et non automatisée en fonction des développements.
- La ou les finalités du traitement de ces données  
Recettes applicatives
- Le type de données à caractère personnel traitées :  
Civilité, Nom, prénom, adresse, téléphone, e-mail, informations bancaires, ....
- Les catégories de personnes concernées  
Tous les personnels de l'Agence de l'Eau et des internautes visitant les sites Web de l'Agence
- Les catégories de destinataires des données sont :  
Les intervenants du sous-traitant et ses éventuels sous-traitants ou co-traitants.  
Les utilisateurs de l'Agence en fonction du degré d'habilitation à consulter les données.
- La durée du traitement et du stockage des données personnelles  
Pendant la durée de validité du marché, les données sont stockées selon les besoins utilisateurs

- Transfert des données hors UE :
  - ☐ Oui            Nom(s) du (des) pays destinataire(s) :
  - ☒ Non

### **Sort des données :**

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

- ☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.
- ☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant

L'agence de l'Eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;
- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;
- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

## **2.6      Modification de l'accord-cadre**

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

### **Clause de réexamen :**

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier.

Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.



## 2.7 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG TIC, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG TIC.

## 3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes et son annexe financière le Bordereau des Prix (pièce contractuelle) – Simulation Financière « BP-SF » (non contractuelle, servant uniquement au jugement de l'offre financière, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Le cadre de réponse.

## 4. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG TIC, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## 5. Prix – Variation des prix

### 5.1 Contenu des prix

Le marché est traité à **prix mixtes** (forfaitaires et unitaires).

#### 5.1.1 Prix forfaitaires - Forfaits F1 et F2.

Les prestations objet des forfaits F1 à F3 sont rémunérées par application des prix forfaitaires définis dans l'onglet « Bordereau des prix » du fichier EXCEL « BP-SF », annexe n° 1 à l'acte d'engagement.

#### 5.1.2 Prix unitaires – Prestations (UO 1a à UO 22)

Les prestations unitaires font l'objet d'un accord-cadre avec un seul opérateur économique, sans minimum et avec un maximum fixé à l'acte d'engagement, qui s'exécute par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires définis dans le bordereau des prix, annexe n° 1 à l'acte d'engagement.

**Lorsque l'exécution de la prestation entraîne une cession de droits de propriété intellectuelle, le prix des droits cédés est inclus dans le prix de la prestation. Les résultats étant exclusivement destinés à être utilisés pour les besoins de services publics de l'Acheteur, dans des conditions qui ne sont pas génératrices de recettes, la rémunération de l'auteur sera forfaitaire, conformément à L131.4 du Code de la propriété intellectuelle, et par conséquent incluse dans le prix de la prestation. Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.**

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles les prestations demandées doivent être réalisées et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au CCTP et dans Le cadre de réponse du titulaire remise à l'appui de son offre.

#### 5.1.3 Contenu du prix de la maintenance

Il est fait application de l'article 10.1.4 du CCAG-TIC.

Le descriptif des prestations rémunérées par ce prix figure à l'article 10 du CCTP.

### 5.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

### 5.3 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre, notamment, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais de déplacements ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges

pour risque et les marges bénéficiaires.

## 5.4 Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables.

Par dérogation au CCAG TIC, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025.

Le prix de F1 et F2 sont forfaitaires et fermes pendant toute la durée du marché. Tous les autres prix (PU) de l'accord-cadre sont révisables annuellement, en cas de reconduction, à date anniversaire de la notification du marché.

Par dérogation au CCAG TIC, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le coefficient de révision applicable (*A*) pour le calcul de l'acompte du mois *n* est donné par la formule de variation suivante :

$$\text{Formule : } A = 0,125 + 0,875 * (n \text{ SYNTEC Rév} / n0 \text{ SYNTEC Rév})$$

Les valeurs prises par l'index de référence SYNTEC révisé (mesure l'évolution du coût des services dans les secteurs de l'ingénierie, des services informatiques, des études et du conseil, du recrutement et de la formation professionnelle), seront calculées de la manière suivante : Index (*n*) / Index (*n0*).

Index (*n*) correspond au mois *n* suivant : mois anniversaire de la notification du marché pour le calcul de la révision.

Index (*n0*) correspond au mois *Mo* suivant : septembre 2025.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

## 6. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG TIC, l'option retenue pour les avances est l'option B. Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

### 6.1 Modalités de règlement de l'avance

Pour la partie traitée à prix forfaitaire (forfaits F1 et F2) :

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total T.T.C forfaitaire du

marché lorsque celui-ci est supérieur à 50 000 euros H.T et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. L'avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Pour la partie traitée à prix unitaire (UO 1a à UO 22) :

L'avance est accordée sur la base du montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

## **6.2 Modalités de résorption de l'avance**

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 50% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre, selon les cas :

de la partie forfaitaire ;

du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur ;

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC mentionné ci-avant.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance ne doit pas faire l'objet d'une facturation.

# **7. Règlement des comptes au titulaire**

## **7.1 Modalités de règlement du prix**

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sur le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro.

### **7.1.1 Règlement du prix**

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG TIC, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation des prestations et décision d'admission distincte. Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG TIC.

### **7.1.2 Echéancier des paiements**

La prestation de prise de connaissance et la prestation de transfert de compétences font l'objet d'un paiement unique à la réception.

La prestation de maintenance corrective fait l'objet d'un paiement trimestriel à terme échu. Chaque paiement représente 1/4 du forfait annuel. Si le trimestre est incomplet, le paiement se fait au prorata temporis. Chaque règlement constitue un paiement partiel définitif.

Les autres prestations (maintenance évolutive – adaptative) sont réglées après admission.

### 7.1.3 Répartition des paiements en cas de cotraitance :

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-TIC, en cas de groupement et quelle que soit sa forme, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations si les prestations sont individualisées. Dans ce cas, la répartition des paiements intervient en application de l'annexe à l'acte d'engagement qui précise la nature et le montant de la part du marché revenant à chaque co-traitant.

Le paiement est effectué sur le compte unique du groupement si les prestations ne sont pas individualisées ou dans l'hypothèse où le groupement choisit le paiement sur compte unique en renseignant l'article C 4.2 de l'acte d'engagement.

Dans toutes les hypothèses, le mandataire est seule habilité à présenter à l'Acheteur la demande de paiement. En cas de paiement sur comptes séparés, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

### 7.1.4 Demandes de paiement

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG TIC, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- Le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Les pénalités éventuelles pour retard, et autres pénalités ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplets. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### 7.1.5 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : - 186 901 559 00069

- Le code engagement nécessaire est le 2025-30
- Le code service est le suivant : 74-DSI.

## 7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

## 7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## 7.4 Règlement en cas de groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

# 8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

## 8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

## 8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

## 8.3 Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

À cet effet, il dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG TIC.

#### **8.4 Vérfications quantitatives**

Les vérifications quantitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 et 31 du CCAG TIC.

#### **8.5 Vérfications qualitatives**

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

Par dérogation aux articles 30 et 32 du CCAG TIC, les opérations de vérifications qualitatives seront effectuées dans les conditions suivantes :

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

#### **8.6 Modification de l'accord-cadre**

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

#### **Clause de réexamen**

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier.

Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

#### **8.7 Prestations supplémentaires ou modificatives**

Dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG TIC, l'Acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces

prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG TIC.

## **9. Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 Décisions après vérifications**

Dans le cas d'un accord-cadre comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

#### **9.1.1 Vérifications qualitatives**

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG TIC, les décisions à l'issue des vérifications qualitatives seront prises dans les conditions suivantes :

## **10. Admission, ajournement, réfaction et rejet**

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG TIC.

## **11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 26 du CCAG TIC seront applicables.

## **12. Garanties**

### **12.1 Garantie contre les tiers**

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution de l'accord-cadre.

### **12.2 Garantie de remise en état ou de remplacement**

Par dérogation à l'article 36 du CCAG TIC, les conditions de garantie contre les défauts des prestations sont les suivantes :

### **12.3 Prolongation du délai de garantie**

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites,



ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

## 12.4 Garanties particulières

Sans objet

## 12.5 Destruction des données

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire devra restituer sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruira, dans un délai de 3 mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction devront être conformes aux réglementations en vigueur.

# 13. **Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats**

## 13.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 44 et 45 du CCAG TIC seront applicables à l'accord-cadre.

En complément de l'article 44 du CCAG TIC, il est demandé au titulaire de fournir les codes sources de logiciels standards propriétaires potentiellement utilisés dans le cadre de l'accord-cadre. La possibilité technique, pour le titulaire, de fournir les codes sources est la suivante : Le titulaire garantit la pérennité du système d'information exécuté au titre du présent marché.

A ce titre, il effectuera un dépôt à ses propres frais d'un exemplaire des sources des logiciels livrés et des développements réalisés auprès d'un organisme stipulé par l'acheteur, en veillant à la substitution de toute nouvelle version au fur et à mesure de leur édition.

Cet exemplaire sera concédé à titre gratuit au l'Acheteur en cas de redressement judiciaire sans reprise des engagements du Titulaire par le repreneur dans un délai d'un mois à compter du jugement prononçant le redressement ou la liquidation ou de l'arrêt de l'activité du titulaire.

## 13.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 46 du CCAG TIC :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

## 14. Pénalités

### 14.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

### 14.2 Pénalités pour indisponibilité

Il est fait application de l'article 14.2 du CCAG-TIC, complété par les dispositions suivantes :

#### Début de l'indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-TIC ; l'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du l'Acheteur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu fixé d'un commun accord entre les parties.

#### Définition de l'indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2.3 du CCAG-TIC, tout ou partie d'un logiciel figurant au marché est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par le l'Acheteur. L'indisponibilité s'applique à la dernière version mise en œuvre par le l'Acheteur.

Les anomalies définies au CCTP sont considérées comme une indisponibilité telle qu'elle est définie au présent marché.

En cas de constatation de nouveaux défauts sur le logiciel en cause, le titulaire est tenu d'y apporter de nouvelles corrections aux mêmes conditions.

Pendant ce délai, et jusqu'à ce que l'usage du logiciel redevienne possible, les matériels dont le l'Acheteur ne peut faire usage, par suite d'indisponibilité d'un logiciel, sont réputés indisponibles. Les pénalités sont alors calculées conformément aux dispositions du présent marché.

La rémunération de maintenance des logiciels indisponibles est suspendue.

#### Durée prévisible de l'indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-TIC, le titulaire est tenu de faire connaître au l'Acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils définis au CCTP.

#### Calcul de la pénalité pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, au-delà des délais de résolution des anomalies prévus au CCTP, le titulaire, sauf cas de force majeure, sera soumis à des pénalités, sans mise en demeure, calculées selon la formule suivante :

$$P_i = M * I / 90$$

dans laquelle

- $P_i$  : pénalités pour indisponibilité H.T.
- $I$  : nombre d'heures ouvrées d'indisponibilité. \*
- $M$  : montant trimestriel du forfait de maintenance / support du système d'information concerné.

\* toute heure entamée sera due dans son intégralité.

La pénalité d'indisponibilité sera plafonnée à 50 % du montant M défini ci-dessus.

### **14.3 Pénalité pour non-respect des délais pour les prestations unitaires**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution d'une commande est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

- P = montant de la pénalité ;
- V = montant HT de la commande concernée ;
- R = nombre de jours calendaires (entamés) de retard.

Le montant de la pénalité ne peut pas dépasser 50 % du montant de la commande concernée.

### **14.4 Pénalité pour non-respect des délais de résolution d'anomalies**

En cas de non-respect d'un délai de résolution d'une anomalie, fixé à l'article 9 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sauf cas de force majeure ou faute de l'Agence, une pénalité de 150 € HT par heure de retard entamée.

Ces pénalités ne s'appliquent pas durant la phase de prise de connaissance.

### **14.5 Pénalité pour non-respect des délais de remise de documents**

Lorsque le délai contractuel, prévu pour la remise de documents (comptes rendus d'activité, documents préparatoires aux réunions) est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT par jour ouvré de retard (entamé).

### **14.6 Pénalités pour non-qualité**

Tout livrable jugé non conforme au cours de la réception donnera lieu à la production par le titulaire d'une version corrigée dans un délai de 8 jours ouvrés maximum à compter de la notification des remarques de l'Agence.

Le non-respect de la date de livraison fixée par l'Agence de cette nouvelle version, pourra donner lieu à l'application de la pénalité pour dépassement de délai. Dans l'hypothèse où la nouvelle version remise ne serait toujours pas conforme, une autre version pourra être exigée dans les mêmes conditions.

A compter de la 3<sup>ème</sup> version d'un livrable jugée non conforme, le titulaire peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 € HT par livrable non conforme.

### **14.7 Pénalités pour non-remplacement des personnes désignées en cours d'exécution du marché**

En cours d'exécution dans le cas du non-remplacement demandé et motivé par l'Acheteur de

la personne exécutant le forfait F2, une pénalité de 150 € HT par jour sera appliquée à compter de la 3ème relance transmise en RAR via PLACE par l'Acheteur motivant le remplacement de l'interlocuteur désigné ou d'un membre de l'équipe du titulaire, jusqu'au remplacement de ladite personne.

### Recouvrement des pénalités

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au l'Acheteur postérieurement au constat du manquement.

## **15. Assurances**

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## **16. Différends**

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TIC.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

## **17. Dispositions en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».*

## 18. Résiliation

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### 18.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG TIC.

L'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## 19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG TIC par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10 par l'article *Variation des prix*
- À l'article 12 par l'article *Répartition des paiements en cas de cotraitance*
- À l'article 14.1.2 par l'article *Pénalités pour retard*
- Aux articles 14.1 et 14.1.3 par l'article *Pénalités pour retard*
- Aux articles 14.2.2, 14.2.3, 14.2.5 et 14.2.6 par l'article *Pénalités pour indisponibilité*
- Aux articles 30 et 32 par l'article *Vérifications qualitatives*
- À l'article 33.2 par l'article *Décisions après vérifications*
- À l'article 36 par l'article *Garantie de remise en état ou de remplacement*